

Extrait du Spyworld Actu

<http://mail.spyworld.fr/spip.php?article14507>

Piratage de Bercy : le député Carayon demande un audit des systèmes d'informations

- Informatique - Sécurité Informatique -



Date de mise en ligne : jeudi 10 mars 2011

Spyworld Actu

Le ministère de l'Economie et de Finance a confirmé cette semaine avoir été piraté plusieurs fois sur des documents concernant le G20. Le député UMP Bernard Carayon, spécialiste de l'intelligence économique, donne son avis sur ces cyber-attaques.

« [Le piratage](#) des ordinateurs de Bercy aurait pu être évité », c'est ce qu'a déclaré Bernard Carayon lundi sur son [blog](#). Le député UMP du Tarn, spécialisé dans les problématiques d'intelligence économique, a également exprimé dans le journal [20minutes.fr](#) ses craintes quant à la vulnérabilité des systèmes d'information publics français.

D'après lui, la récente attaque de Bercy visait à « dérober les dossiers de préparation de l'événement », ceci afin « de connaître la position de la France, et d'autres pays du G20, sur les questions de parité des monnaies ou de déséquilibres commerciaux ». Dans ce contexte, les soupçons se tournent vers un Etat plutôt qu'une organisation criminelle.

La France n'est pas à la hauteur

Bien sûr, la France n'est pas le premier pays à faire l'objet de ce type de piratage. Bernad Carayon cite les exemples du Canada, de l'Estonie, ainsi que du Pentagone. Mais il précise que certains se protègent mieux que d'autres.

Face aux « hackers », l'Etat Français ne disposerait pas de moyens nécessaires pour contrer le genre d'attaque dont Bercy a fait les frais, estime Carayon. Le député critique la situation de l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information et préconise une stratégie globale de sécurité. L'ANSSI ne dispose en effet que d'une trentaine d'ingénieurs. Des moyens trop limités selon lui.

La cyber-guerre est une réalité. En réponse à cette situation « d'urgence », Bernard Carayon propose sur son blog ses solutions, à commencer par : « un audit immédiat des systèmes d'informations de l'ensemble des administrations publiques ».

Son programme de renforcement contre le piratage se poursuit avec : « le développement d'une politique industrielle rapprochant les programmes de recherche de nos grands groupes et des PME spécialisées dans les TIC ».

Suite aux récentes attaques de Bercy, le député du Tarn souhaite rétablir un état de confiance tout en s'aidant de l'ENISA, l'agence européenne pour la sécurité des réseaux et de l'information, pour préserver les intérêts et l'indépendance du pays.

Post-scriptum :

<http://www.zdnet.fr/actualites/pira...>